



Le 8 août 2013

## **Mettons un terme à l'impunité – Les accords commerciaux doivent garantir la justice pour les travailleurs et travailleuses du Guatemala**

Une délégation syndicale internationale rencontrera le Président guatémaltèque

L'Internationale des Services Publics, fédération syndicale internationale, est à la tête d'une délégation internationale de dirigeants syndicaux qui rencontrera le Président et les principaux ministres du Guatemala, les 13 et 14 août 2013. Cette délégation exhortera le gouvernement à prendre sans délai des mesures en vue de mettre un terme à toutes les violences à l'encontre des syndicats et de leurs membres, et de garantir le respect de la vie et des droits légaux des travailleurs/euses guatémaltèques. Des dirigeants syndicaux brésiliens, mexicains, argentins, français, allemands, suédois, danois, belges et américains participent à cette mission.

Rosa Pavanelli, la Secrétaire générale de la PSI, a déclaré que « si nous nous rendons au Guatemala, c'est pour faire part du soutien apporté par les travailleurs/euses des services publics du monde entier aux affiliés de la PSI dans ce pays, ainsi que pour insister sur le fait que le mouvement syndical international œuvre en priorité pour remédier à la terrible situation dans laquelle se trouvent les travailleurs/euses guatémaltèques ».

Les représentants des travailleurs/euses appellent l'Organisation internationale du Travail à mettre en place une Commission d'enquête spéciale sur les violations des droits des travailleurs/euses au Guatemala, en évoquant les nombreuses violences dont les syndicats ont toujours été victimes, ainsi que le fait que personne n'ait jamais été poursuivi pour l'assassinat d'un syndicaliste dans ce pays. À l'heure actuelle, le Guatemala est considéré comme le pays le plus dangereux au monde pour un syndicaliste.

À l'automne 2012, le gouvernement guatémaltèque a mis en place un programme par pays de promotion du travail décent de l'OIT. En mars 2013, dans un accord signé avec l'OIT et la Confédération syndicale internationale (CSI), il s'est engagé à accueillir un représentant de haut niveau de l'OIT, à mener des enquêtes sur les crimes commis à l'encontre des syndicalistes et à traduire leurs auteurs en justice, ainsi qu'à négocier un second accord sur l'exercice du droit à la liberté d'association.

« Nous sommes impatients de prendre connaissance des mesures proactives adoptées par le gouvernement en vertu de l'accord conclu avec l'OIT, dans le but d'instaurer un dialogue social, d'améliorer les relations entre les partenaires sociaux et de répondre aux crimes commis à l'encontre des travailleurs/euses par l'adoption de mesures judiciaires fortes », a indiqué Mme Pavanelli. « L'application de ce protocole d'accord ne sera considérée comme effective que lorsque les crimes à l'encontre des syndicalistes ne resteront plus impunis. »

En mars 2013, trois membres de syndicats affiliés à la PSI ont été assassinés, quelques jours à peine après la visite au Guatemala d'une mission de l'OIT chargée d'évaluer la situation de la liberté d'association dans le pays. Le 8 mars 2013, Carlos Hernandez, haut responsable du SNTSG (*Sindicato Nacional de Trabajadores de Salud de Guatemala*) et dirigeant de plusieurs organisations de paysans, a été tué par deux motards armés de calibres 9 mm. Le 21 mars dernier, Santa (Holy) Alvarado, également membre du SNTSG, a été enlevée après sa journée de travail dans les cuisines de l'hôpital national à Totonicapán. Elle a ensuite été

**media release... communiqué de presse... comunicado de prensa...**

L'Internationale des Services Publics (PSI) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. La PSI défend les droits humains et la justice sociale, et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. La PSI travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.

retrouvée étranglée. Kira Zulueta Enriquez Mena, Secrétaire générale du syndicat des travailleurs/euses de la municipalité de Nueva Concepción (*Sindicato de Trabajadores Municipales de Nueva Concepción*) dans le département d'Escuintla, a quant à elle été assassinée le 22 mars, dans la bibliothèque où elle travaillait.

Le 24 mars 2012, quatre syndicalistes ont été tués, dont un dirigeant du SNTSG, Luis Ovidio Ortiz Cajas. Le 7 août 2012, Ricardo Morataya Lemus, conseiller syndical au SNTSG, a été assassiné, tandis que Melvy Lizeth Camey Rojas, Secrétaire générale du Département Santa Rosa du SNTSG, a été frappée de deux balles. Ces dernières années, de nombreux autres syndicalistes ont trouvé la mort dans le pays.

La PSI soutient le projet du SNTSG visant à mettre en place un observatoire chargé de répertorier les cas de violation des droits humains et des travailleurs/euses au Guatemala. « Nous exprimons toute notre solidarité envers nos membres, qui sont devenus de véritables cibles à abattre pour le simple fait d'exercer leur droit légal d'appartenir à un syndicat, ainsi que pour leur courage de défendre les services publics contre la privatisation et de dénoncer la corruption et le népotisme. », a souligné Mme Pavanelli.

De retour d'une mission au Guatemala, la Secrétaire générale de la PSI a déclaré : « Nous allons lancer une campagne visant à convaincre les dirigeants européens de suspendre le régime spécial d'encouragement en faveur du développement durable et de la bonne gouvernance (SPG+) avec le Guatemala tant que les travailleurs/euses seront maltraité(e)s et assassiné(e)s. Sans justice pour les travailleurs/euses et leur communauté, aucune relation commerciale ne peut avoir lieu. »

FIN